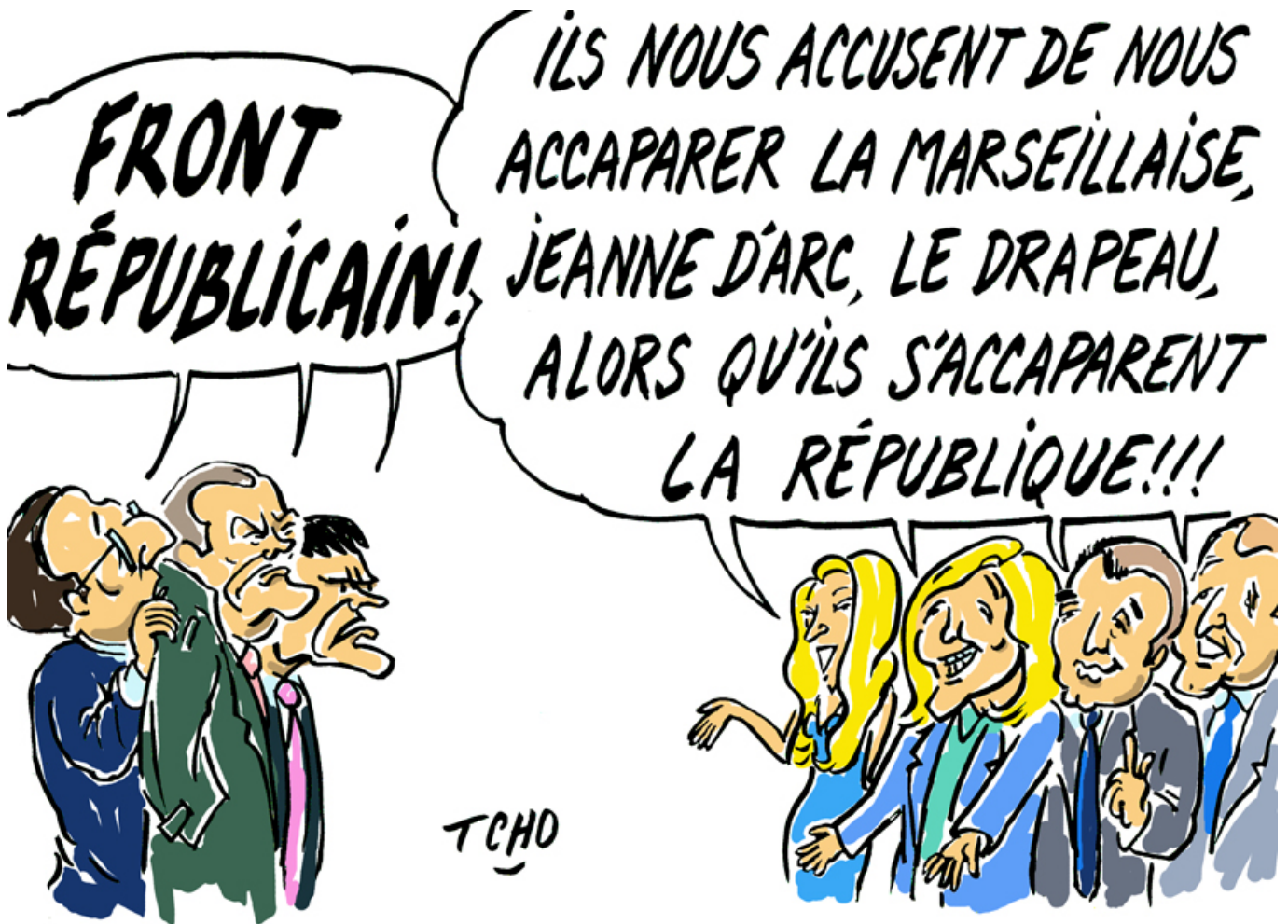


La République doit conserver au peuple français son identité, face à l'islam



La vocation principale et universelle de l'islam est « l'intégration de tous les peuples à sa religion ».

Son objectif est d'atteindre cette vocation par la domination.

Et cela ne date pas d'hier, sa vocation est millénaire.

L'islam a parfaitement réussi dans de nombreux pays de notre monde en les colonisant et en les obligeant à se convertir de gré ou de force, par le prêche ou par le sabre. Ce fut le cas notamment du Maghreb et, dorénavant, le monde occidental est devenu sa priorité : son objectif majeur est non pas « qu'il y

ait des « Français musulmans » mais des « musulmans en France ». L'islam exige que l'Europe et sa population de souche se plient aux lois de sa religion, avant qu'un jour prochain elles ne deviennent musulmanes.

Sa stratégie s'est modifiée, prenant conscience de ses échecs militaires successifs, au cours des siècles passés, et de son impossibilité d'avoir recours, un jour, à la force militaire contre l'Occident.

La République française a décidé d'ignorer les identités et cela a permis, dans un premier temps, à des populations d'identités compatibles, de s'y intégrer, pas toujours avec bienveillance, si l'on peut dire.

J'en veux pour exemple que l'acceptation contrainte et indigne de l'arrivée d'un million de Français d'Algérie, qui revenaient dans « leur » pays, et de quelques dizaines de milliers de harkis qui l'avaient servi.

La République a accepté que certaines lois islamiques s'appliquent à notre vie publique, à notre vie sociale, à notre justice, etc. C'est là très exactement l'objectif mis en place par la nouvelle stratégie de l'islam : « Un processus d'acculturation nécessaire afin de substituer une identité étrangère à notre propre identité ».

La République, du moins ceux qui la gouvernent, ont pour premier devoir, envers et contre l'islam, de maintenir intacte la reconnaissance de notre peuple, de son droit à porter un nom spécifique, à protéger son identité et son existence, et cela conformément à la déclaration des Nations-Unies sur les peuples autochtones.

Depuis 1789, et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les « Républicains », qui détenaient le pouvoir, affirmaient une vérité qui serait punie par la loi à notre époque : Jules Ferry n'hésitait pas à déclarer « *que les races supérieures avaient pour devoir de civiliser les races inférieures* » et

cette affirmation était reprise plus tard par le républicain Léon Blum « *Les races supérieures devaient, selon lui, attirer vers elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture* ».

Il était nécessaire, toujours selon ces républicains, de leur apporter la civilisation, la liberté, les droits de l'homme, etc.

En deux phrases : « Il fallait faire de ces indigènes des « républicains » malgré eux, par la colonisation si nécessaire et même si cela était absolument contraire à leur religion ».

Après cette colonisation, aujourd'hui rejetée par tous, c'est tout le contraire qui inspire nos politiciens. Si nous ne sommes pas encore une « race inférieure », nous ne sommes plus « supérieurs », nous sommes à peine « égaux », et pas toujours, selon certains !

Aujourd'hui il semble préférable pour eux de procéder par intégration, ou assimilation (choisissez le terme qui vous conviendra le mieux) et de laisser s'installer « chez nous » une population étrangère, qui ne tient absolument pas à abandonner ses mœurs et ses coutumes, bien au contraire, puisque son souhait est de nous les imposer, quand ce n'est pas encore sa religion, puisque la nôtre « fout le camp ».

N'est-ce pas l'ex-ami d'Emmanuel Macron, le dictateur musulman Erdogan, qui ordonne aux Turcs installés « chez nous » de ne « jamais s'intégrer à notre civilisation » ?

Les autochtones de souche européenne deviennent de plus en plus minoritaires et c'est bien le but à atteindre par les « envahisseurs » et par ceux qui leur ouvrent nos frontières : l'abandon progressif de notre propre identité.

Plus de 15 % de population étrangère qui ne participe pas à notre culture et rejette notre civilisation judéo-chrétienne, présentant un multiculturalisme, un métissage, regroupant des

identités différentes, des religions différentes, des races différentes, sont déjà installés dans notre pays et ce pourcentage progresse chaque nouvelle année.

Qu'est devenu notre peuple de valeurs et de culture européennes ?

Si l'on en croit les déclarations de certains ministres, par exemple celle d'Éric Besson, ministre de la République, en janvier 2009 : « *La France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion. C'est un conglomérat de peuples qui veulent vivre ensemble. Il n'y a pas de Français de souche. Il n'y a qu'une France de métissage* ».

Et la plus récente du président Macron « *La culture française n'existe pas* ».

Effectivement elle disparaît très rapidement selon le nouvel objectif d'intégration « Le vivre-ensemble », même si nous ne souhaitons pas « vivre ensemble » et que nous souhaiterions que chacun puisse « vivre chez soi ».

C'est la raison pour laquelle se forment des communautés parallèles qui se positionnent de force contre les autochtones.

Cela explique les agressions contre les forces de police ou de gendarmerie, les pompiers et même les enseignants.

Cela explique les crimes, les viols, les vols, les émeutes et les violences : tout ce qui représente l'ordre républicain.

Le « droit du sol », les naturalisations et la binationalité donnent un pouvoir politique croissant aux représentants de ces communautés étrangères.

Le communautarisme s'impose. Il s'affirme chaque jour un peu plus et ses différences culturelles et religieuses, son identité, ses mœurs, ses dealers, sa violence, règnent dans de nombreuses zones de notre territoire, où l'ordre républicain

n'est plus assumé.

Dieu sait que je n'aime pas me référer à de Gaulle, mais enfin : « *Nous sommes quand même et avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne* ».

Un peuple qui ne peut pas ressembler à une communauté multiculturaliste ou métissée.

Un peuple qui appartient à une civilisation, la civilisation européenne. Nous en sommes son héritage et nous ne devons jamais nous soumettre à une autre civilisation.

Un autochtone est l'originaire par voie ancestrale du pays qu'il habite (Larousse).

Il ne sera jamais question d'être traité, chez nous, comme un « sous-peuple ».

Nous ne devons en aucun cas être la cible d'une discrimination raciale quasi officielle, ni subir un racisme quotidien.

Ce sont les Français de souche européenne qui constituent la population autochtone de la France. Lorsque la République est née, notre pays était habité par des hommes et des femmes de souche française qui avaient développé une civilisation propre avec ses traditions, ses langues et son identité française.

La République doit conserver au peuple français son identité, que l'on veut confisquer, et les citoyens ont le droit et le devoir de la protéger.

Ils ont le droit et le devoir de s'opposer à toutes intrusions susceptibles de vouloir détruire ses traditions, ses valeurs et sa culture.

Le peuple autochtone doit rester souverain et s'opposer à toute colonisation.

Manuel Gomez